

CLASSES EN LUTTE...

Fédération CNT des Travailleuses et Travailleurs de l'Éducation

n°127 *Pour une révolution sociale, éducative et pédagogique*



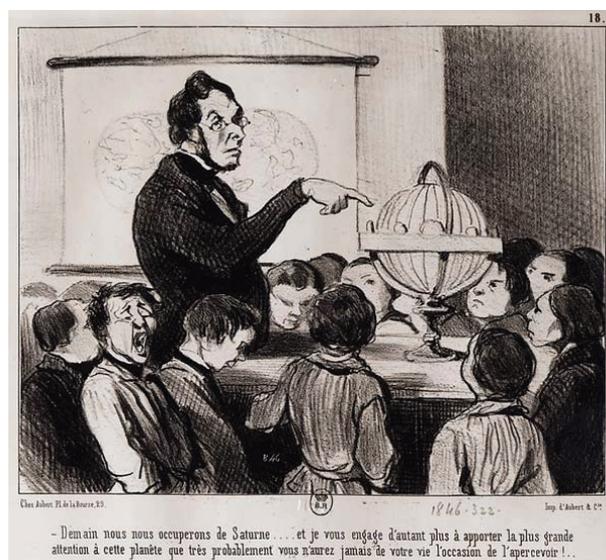
Chatel et la politique de la terre brûlée

Les 14 000 nouvelles suppressions de postes annoncées par Luc Chatel sont une étape supplémentaire dans la politique de destruction de l'école publique que les ministres de Sarkozy auront pratiquée pendant 5 ans.

Luc Chatel vient de faire un sacré cadeau de Noël au monde enseignant en annonçant la suppression de 14 000 nouveaux postes après les 40 000 supprimés depuis 2008. Les promesses n'engagent que ceux qui croient les menteurs, pourtant Sarkozy avait promis au printemps dernier qu'il n'y aurait plus de fermetures dans le primaire. Alors que les postes de non-enseignants sont en voie de disparition et que les réseaux d'aide sont exsangues des successives suppressions de postes, il faudra que le primaire liquide 5 700 postes.

Dans les villes ce seront des classes surchargées, qui empêcheront un suivi des élèves en difficulté, dans les campagnes s'ajoutera une généralisation des classes à cours multiples, rendant le métier plus contraignant pour les enseignants. Comment apprendre à lire à 32 CP-CE1 ? Comment gérer des quadruples niveaux à 28 élèves ?

en effet comment gérer des terminales de 38 élèves ? Mais les suppressions de postes contribuent aussi à un abaissement de l'éventail éducatif, la disparition de l'enseignement de l'histoire en terminale S constitue un sinistre exemple de l'abandon d'une politique éducative générale permettant à chacun d'acquérir une culture générale suffisante.

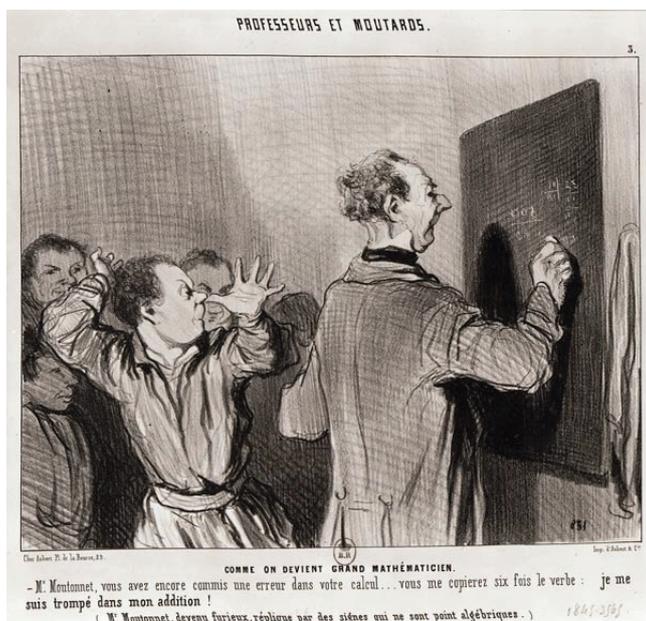


Les seuls recrutements que le Ministre opère sont ceux d'Équipes Mobiles de Sécurité et autres agents de sécurité, qui participent un peu plus au climat délétère qui peut régner dans certains établissements.

Toutes les académies sont touchées, même celles dont les effectifs sont en augmentation, faisant fi de toute perspective. Pourtant M. Chatel nous assure que le niveau d'encadrement reste suffisant. Mais comment se fait-il que les annonces de recrutements de chômeurs sur des postes d'enseignants se multiplient dans les Pôles Emploi ? Comment se fait-il que le nombre de remplacements non-assurés augmente chaque année ?

La seule réponse est que cette politique s'inscrit bien dans la déconstruction du système éducatif, préparant ainsi la privatisation de l'enseignement.

Face à ces coups, il n'est pas question d'attendre un quelconque sauveur, au risque de se réveiller avec les mêmes liquidateurs au pouvoir. Il est temps d'en finir avec les mobilisations éparpillées qui ne nous ont menées à rien ces dernières années. La FTE-CNT rappelle que seul un mouvement fort, s'appuyant sur les décisions prises par la base sera à même de créer le rapport nécessaire à l'arrêt de ces suppressions et à la mise en place d'une politique éducative tenant compte des besoins des élèves et des personnels.



Le secondaire est aussi largement touché avec plus de 6 500 postes à rendre. Alors que la difficulté des conditions de travail et le manque de reconnaissance de la profession poussent des collègues jusqu'au suicide, Luc Chatel n'a comme unique réponse qu'une nouvelle vague de suppressions de postes.

Pourtant comment garantir, la « réussite de tous » avec les tailles disproportionnées que peuvent prendre les classes,

Pédagogie de guerre

Dernier volet d'un sinistre triptyque. La boucle est bouclée, le prototype de professeur pour le XXI^{ème} siècle est finalisé et il s'apprête à être produit en série. Ce fonctionnaire modèle pensera peu, saura obéir, sera individualiste, travaillera davantage à des tâches abscones et saura dénicher l'HSE pour bonifier son salaire gelé. L'élaboration du dispositif ECLAIR et la mise en œuvre du livret personnel de compétences (LPC) sont en passe d'être complétées par une réforme de l'évaluation des enseignants qui vise à faire taire les plus véhéments. Il n'est plus possible désormais de dissocier ces trois mesures tant elles sont liées. C'est en bloc qu'il faut les disséquer, c'est en bloc qu'il faudra les combattre. Les craintes que l'on nourrissait à l'encontre d' ECLAIR et de l'immense pouvoir dont disposerait le chef d'établissement dans le cadre d'une culture de résultats étaient fondées, mais le gouvernement a pris tout le monde de cours en réformant les modalités de l'évaluation pour tous les enseignants. Les établissements ECLAIR demeureront tout de même le laboratoire privilégié dans lequel des professeurs pressés de fluidifier leurs relations avec la hiérarchie (et le flux de HSA/HSE qui en découle), tripatouilleront des concepts pédagogiques dans un cadre qu'ils ne maîtrisent pas.

Il est vrai que les plus naïfs d'entre nous pourront théoriser la défaite en nous faisant croire (en se faisant croire) qu' ECLAIR offre une marge de liberté pour l'expérimentation pédagogique. Mais lorsque l'espace de réflexion sur les pratiques est à ce point contraint par un supérieur omnipotent, par le pilotage omniscient d'IEN et d'IPR avides de briller grâce aux projets des enseignants, la liberté dont on croit jouir est factice.

Tenter de mettre en œuvre des séquences où l'élève est autonome (de sorte qu'il aille chercher le savoir par lui-même parce que notre conception de l'éducation est émancipatrice), puis valider le LPC parce que l'on y est obligé, est absurde. On croit ainsi travailler dans une logique d'éducation alors que l'on collabore à une démarche de certification. Penser la pédagogie dans ces conditions, c'est construire un jardin sous les bombardements. La tâche qui nous incombe alors n'est bien sûr pas de bétonner la cour, mais d'arrêter la guerre.

Extrait de L'Anticyclone, gazette du collectif marseillais de lutte contre la mise en œuvre du programme ECLAIR.

dernière minute
Nicolas Sarkozy a de nouveau défendu ce dispositif d'évaluation des enseignants dans ses vœux du 5 janvier ; il sera mis en place à la rentrée de septembre 2012 et l'appréciation des professeurs reposera à la fois sur l'évaluation des professeurs par le chef d'établissement.
« On peut bien sûr discuter de telle ou telle modalité du texte », a insisté Nicolas Sarkozy tout en ajoutant : « Je crois que sur ce sujet, il est temps d'avancer ».
« Cela impliquera de la part des professeurs d'accepter de nouvelles manières de travailler, d'être plus présents dans les établissements »

Ne payons pas leur crise ! Luttons !

Dans tous les pays, gouvernement et patronat mettent en œuvre une succession de plans d'austérité qui répondent aux exigences des institutions capitalistes mondiales : Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, Banque Centrale Européenne, etc. Leur recette est simple : faire payer les peuples, exploiter toujours plus les travailleuses et les travailleurs, pour accroître le pouvoir et les profits d'une petite minorité (capitalistes, banquiers, industriels, ...)

Détruire les services publics et la protection sociale, bloquer les salaires et les pensions, augmenter la productivité des salariés, taxer la population laborieuse, installer la précarité dans tous les secteurs, attaquer les qualifications et les savoirs des travailleuses... c'est une guerre sociale qui est menée contre les salarié-e-s, les chômeurs/ses, les retraité-e-s. Pour arriver à leurs fins, patronat et gouvernements s'attaquent à toutes les conquêtes démocratiques, aux libertés et droits syndicaux, conquis par les précédentes générations, anéantissent les législations sociales dans chaque pays, répriment celles et ceux qui résistent, stigmatisent les populations pauvres et immigrées. Dans une telle situation, il faut jeter toutes nos forces dans la lutte !

La dette contractée par nos gouvernements successifs et l'endettement privé ont servi à faire tourner le système, à dissimuler un partage de plus en plus inégalitaire des richesses au profit des capitalistes, banquiers ou industriels, à accroître les bénéfices des actionnaires.

Il faut annuler les dettes publiques dont nous ne sommes pas responsables. La crise marque l'échec des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité. C'est le système lui-même qui est en crise, qu'il faut mettre en cause, auquel il faut opposer une alternative.

Il faut répartir autrement les richesses que nous produisons ; des mesures immédiates peuvent être prises ; nos mobilisations peuvent les imposer : modifier totalement les systèmes fiscaux, augmenter les salaires, pensions et indemnités, créer des emplois socialement utiles et stables, etc. Mais cela doit s'appuyer de mesures structurelles fortes : développer des services publics pour tous les secteurs qui sont un bien commun utile à la société, assurer la protection sociale de tous, promouvoir la formation et la culture, rendre effective l'égalité entre hommes et femmes, etc.

Le système capitaliste connaît une crise structurelle, profonde. Une partie du mouvement syndical a accepté l'essentiel de son fonctionnement et de ses objectifs. Ce syndicalisme-là est devenu un rouage du système. Au contraire, beaucoup de collectifs syndicaux poursuivent l'action émancipatrice du syndicalisme : défendre les intérêts immédiats des travailleurs et des travailleuses, et construire une société qui ne repose plus sur la domination et l'exploitation de la majorité de la population. Ce syndicalisme, le nôtre, est internationaliste.

appartient à une fédérations à la fédération l'éducation. L'enorme la confédération que cette forme la fois le champ social et culturel.

DE COMBAT ! Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.
AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes.
SOLIDAIRE ! Parce que les hiérarchies s'opposent à la construction d'une société

égalitaire et autogérée.
ANTICAPITALISTE ! Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurerons tous les services, nous devons alors les orienter pour le bien de toute la collectivité. C'est pourquoi le syndicalisme doit être porteur d'un projet de changement... un projet révolutionnaire.

